

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché n ° 2025-01

Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

(Marche ordinaire à tranches)

Procédure d'appel d'offres ouvert

**Objet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation
des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant
d'un tarif spécifique**

Table des matières

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - PROCÉDURE	5
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 5 – Tranche optionnelle	5
ARTICLE 5 bis – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 7 - PRESTATION ATTENDUE	6
ARTICLE 7 bis - Prestations complémentaires	9
ARTICLE 8 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	10
ARTICLE 9 - LIVRABLES ATTENDUS	10
ARTICLE 10 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION	11
ARTICLE 11 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 12 - PRIX	11
ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT–ACOMPTES–FACTURATION	12
ARTICLE 14 - PERSONNES MANDATÉES	14
ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTERÊT	14
ARTICLE 16 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	14
ARTICLE 17 - PÉNALITÉS DE RETARD	14
17.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	15
17.2 Autres pénalités	15
13.3 Pénalité pour travail dissimulé	15
ARTICLE 18 - ASSURANCES	15
ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS	16
ARTICLE 21 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA MISSION	17
ARTICLE 22 - RÉSILIATION	17
ARTICLE 23 - DIFFÉRENDS ET LITIGES	17
ARTICLE 24 – NOTIFICATION / Envoi de documents	17
ARTICLE 25 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	18

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom ou raison sociale de l'acheteur

Commission de Régulation de l'Énergie
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08
Téléphone : 01 44 50 41 00
Adresse électronique (courriel) : mp@cre.fr - Adresse Internet (U.R.L.) : www.cre.fr

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Secrétaire Général, Rachid Bouabane-Schmitt, par délégation du pouvoir adjudicateur en date du 17 août 2022 parue au Journal Officiel le 23 août 2022.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation, pour le compte de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), d'un audit du niveau des charges et des produits d'exploitation des neuf entreprises locales de distribution (ELD) disposant d'un tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarif ATRD¹ ») spécifique, à savoir : Régaz-Bordeaux, R-GDS, GreenAlp, Vialis, Gedia, Caléo, Gaz de Barr, Trois Frontières Distribution Gaz et Sorégies, sur la période 2022-2029, pour ce qui concerne leur activité de gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz naturel.

❖ Contexte

L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD7 ») de ces neuf ELD (Régaz-Bordeaux, R-GDS, GreenAlp, Vialis, Gedia, Caléo, Gaz de Barr, Trois Frontières Distribution Gaz et Sorégies) avec l'objectif d'une entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2026. Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- les charges nettes d'exploitation ;
- et les charges de capital de l'opérateur.

Il est donc essentiel pour la CRE d'avoir une parfaite connaissance de la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure d'analyser le niveau et l'efficacité de ces coûts sur la période 2022-2025 d'une part, et la période 2026-2029, d'autre part. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « *les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace* ».

¹ ATRD : Accès des tiers aux réseaux de distribution

Pour les opérateurs ayant d'autres activités que celle de GRD, les charges relatives à l'activité de GRD sont identifiées et isolées sur le plan comptable, selon les principes de dissociation comptable qui leur incombent, conformément aux dispositions de l'article L.111-88 du code de l'énergie et aux délibérations de la CRE du 7 février 2007 et du 26 mars 2014 relatives aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD exerçant une ou plusieurs activités dans le domaine du gaz naturel.

Parmi les 9 ELD disposant d'un tarif spécifique :

- Régaz-Bordeaux, R-GDS et Gaz de Barr clôturent leurs comptes au 30 septembre ;
- GreenAlp, Vialis, Gedia, Caléo, Gaz de Barr, Trois Frontières Distribution et Sorégies clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Afin de s'adapter aux contraintes de calendrier associées à une clôture plus tardive de leurs comptes, la CRE a accordé à ces dernières la possibilité de lui adresser leur demande tarifaire le 30 avril. Les 3 ELD clôturant leurs comptes au 30 septembre doivent, quant à elles, communiquer leur demande tarifaire à la CRE le 15 avril au plus tard.

❖ Objectifs

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, le présent marché a pour objet l'exécution pour le compte des services de la CRE d'une mission d'audit du niveau des charges et des produits d'exploitation de ces neuf ELD au périmètre de leurs activités de gestionnaire de réseau de distribution.

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une parfaite compréhension des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD, constatés au cours des exercices comptables de 2022 à 2024 et estimé 2025 et des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir (période 2026-2029).

Pour l'accomplissement de sa mission, le titulaire s'appuiera en particulier sur les données des opérateurs, sur tout élément de comparaison et sur son expertise.

Plus précisément, les résultats de cet audit devront permettre à la CRE :

- de comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation supportés par les opérateurs sur la période 2022-2029 et les hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- de porter une appréciation sur les évolutions proposées par les opérateurs sur les exercices 2026-2029, en s'appuyant notamment sur l'analyse susmentionnée du niveau des charges réalisées et estimées et sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction des opérateurs ;
- de porter une appréciation, par exemple au regard d'indicateurs de performance, sur l'efficacité de chaque opérateur sur les exercices 2022-2024 et l'amélioration de son efficacité prévue sur les exercices 2026-2029,
- enfin, si le titulaire considérait que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles chaque opérateur ne s'avérerait pas efficace, de proposer un niveau de charges d'exploitation efficace pouvant être atteint par l'opérateur.

Cette étude sera structurée en 4 phases : **Les 3 premières phases forment la tranche ferme, la 4^{ème} étant une phase éventuelle formant la tranche optionnelle**

- Phase 1 : une description des différents postes de charges et produits d'exploitation de chaque ELD et une analyse détaillée et quantifiée de leurs évolutions sur la période 2022 à 2029, à laquelle s'ajoutera une analyse du respect des principes de dissociation comptable par chaque ELD ;
- Phase 2 : une appréciation du niveau des charges et produits réalisés de 2022 à 2024, estimés 2025 et prévisionnels 2026-2029 de chaque ELD à partir d'éléments de comparaison, ou sur la base de l'expertise du titulaire du marché ;

- Phase 3 : des recommandations quant au niveau efficient de charges d'exploitation de chaque ELD qu'il conviendrait de prendre en compte dans le revenu autorisé et une appréciation sur les indicateurs de performance mis en place et suivis par les opérateurs ;
- Phase 4 supplémentaire éventuelle (tranche optionnelle) : une actualisation des travaux des phases 1 à 3 et une analyse de la justification des éléments mis à jour par les ELD, dans la mesure où chaque ELD devra, dans le cadre de ces travaux tarifaires, mettre à jour la trajectoire de ses charges et produits d'exploitation prévisionnels (2026-2029) au plus tard le 15 juin 2025.

ARTICLE 3 - PROCÉDURE

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément à l'article L 2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION

Durée du marché : Le présent marché est conclu pour une durée **de 6 mois** à compter de sa date de notification au titulaire attestée par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre mode avec force probante.

Le marché n'est pas reconductible.

Délai d'exécution : La durée d'exécution de la phase n°1, 2 et 3 (tranche ferme) est de **12 semaines calendaires** à compter de la date de la réunion de lancement (qui fera l'objet de l'ordre de service n°1).

En conséquence et à titre indicatif, la mission pourrait démarrer dès la réception par la CRE du dossier tarifaire des ELD clôturant leurs comptes au 30 septembre, soit mi-avril 2025, et s'achever mi-juillet 2025. Les données des ELD clôturant leurs comptes au 31 décembre pourraient être analysées par le titulaire dans le cadre de la phase n°1, 2 et 3 à compter du 30 avril.

Si la phase 4 (tranche optionnelle) était décidée, la décision d'affermissement de la tranche serait notifiée au titulaire après validation de la phase 3 de la tranche ferme soit, à titre indicatif, entre le 12 juillet 2025 et le 20 juillet 2025. La durée d'exécution de cette phase serait alors de **3 (trois) semaines calendaires** à compter de la notification de la décision d'affermissement.

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-PI.

Nota : Le titulaire devra se rendre disponible pour la réunion de lancement dans un **délai maximum de 8 jours ouvrés après la notification** du marché.

ARTICLE 5 – Tranche optionnelle

La tranche optionnelle (phase 4) peut être affermie dans un délai maximum de 5 mois à compter de la date de notification du marché. L'affermissement de cette tranche sera réalisé par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen ayant force probante.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

Les clauses du marché s'appliquent pleinement à l'exécution de la tranche optionnelle à la date d'affermissement de cette dernière.

ARTICLE 5 bis – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative, c'est-à-dire dont le chiffrage n'est pas obligatoire. Il s'agit des prestations précisées à l'article 7 (phase 2, dernier paragraphe) relatif à la comparaison avec d'autres gestionnaires de réseaux de gaz naturel en Europe et en France. Aucun délai d'exécution supplémentaire n'est prévu pour la réalisation de la PSE.

ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Les neuf conventions entre la CRE et les ELD, relatives à la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 134-18 du code de l'énergie et son annexe 1
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021, édité par la direction des journaux officiels et accessible sur Légifrance)
- La « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ». La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives.
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- Le calendrier d'exécution.

En cas de signature manuscrite, l'original du marché, qui seul fait foi, est conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 - PRESTATION ATTENDUE

Le périmètre dans lequel s'inscrit l'audit à effectuer par le titulaire du marché se définit comme suit :

- ELD examinées :
 - Régaz-Bordeaux ;
 - R-GDS ;
 - GreenAlp ;
 - Vialis ;
 - Gedia ;
 - Caléo ;
 - Gaz de Barr ;
 - Trois Frontières Distribution Gaz ;
 - Sorégies.
- Exercices comptables concernés :
 - s'agissant des charges réalisées, les exercices comptables 2022, 2023 et 2024 pour les activités de gestionnaire de réseau de chaque ELD, et l'estimé 2025 ;
 - s'agissant des charges prévisionnelles, les prévisions présentées par chaque ELD dans le cadre des travaux tarifaires sur le tarif ATRD6 pour la période 2026-2029.

Le titulaire du marché réalisera un audit du niveau des charges et produits d'exploitation et fournira les éléments suivants pour chacune de ces neuf ELD :

Phase 1 :

- Une description ainsi qu'une analyse détaillée et quantifiée des différents postes de charges et produits d'exploitation, des charges de capital liées aux investissements dits « hors réseau » (tels que les systèmes d'information, l'immobilier, les véhicules et la logistique) et des fondamentaux sous-jacents à leur construction sur les exercices comptables de 2022 à 2024, et l'estimé 2025. En complément de l'analyse poste par poste, un focus particulier sera réalisé, sans que cette liste soit limitative, sur les thèmes suivants :
 - Charges et recettes liées aux prestations extratarifaires :

- Les montants des prestations réalisées sous le monopole de chaque ELD et par ses filiales de valorisation, si applicable ;
- Les montants des participations de tiers ;
- Le montant des prestations réalisées par les filiales de chaque ELD pour cette dernière, et inversement, ainsi que la marge facturée à ce titre, si applicable.
- Charges et produits d'exploitation liés à la maintenance :
 - La distinction entre maintenance récurrente et non récurrente (e.g. politique d'allongement de la durée de vie des actifs) ;
 - Les hypothèses retenues (fréquence, volume et coût des actions de maintenance) et coûts/bénéfices associés à une politique d'allongement de la durée de vie des actifs le cas échéant ;
 - Le lien entre le niveau de charges de maintenance récurrentes et :
 - Le volume d'actifs gérés ;
 - Leur âge moyen.
- Charges et produits d'exploitation prévisionnels liés aux assurances :
 - Le périmètre des assurances et la politique associée ;
 - Les niveaux réalisés et prévisionnels des primes d'assurance, des franchises et des indemnisations ;
- Charges et produits d'exploitation prévisionnels liés aux avantages postérieurs à l'emploi et aux avantages à long terme :
 - Les modalités d'évaluation des différents engagements retenues par la société et les notes d'actuaire associées (hypothèses démographiques, taux d'actualisation, taux de revalorisation des salaires, etc.) ;
 - La politique de recours aux actifs de couverture envisagée en lien avec ces engagements ;
- Charges nettes d'exploitation prévisionnelles liées au tarif agents :
 - Les modalités d'évaluation du coût supporté retenues par les opérateurs (nombre de bénéficiaires actifs et retraités, hypothèses de consommation moyenne par bénéficiaire, hypothèses d'évolution des tarifs réglementés de vente (TRV), etc.) ;
- Charges et produits d'exploitation induits par les investissements :
 - La sensibilité de la trajectoire de charges nettes d'exploitation en fonction du volume d'investissement envisagé ;
 - S'agissant des nouveaux investissements significatifs, le niveau des charges nettes d'exploitation associées sur la période tarifaire, ainsi que les économies de charges permises par ces investissements, et justification du traitement comptable envisagé (répartition des dépenses entre charges nettes d'exploitation et investissement) ;
 - Un focus particulier sur les charges et produits d'exploitation induits par les investissements liés au développement du biométhane ;
- Charges et produits d'exploitation et charges de capital liés aux systèmes d'information, à l'immobilier, aux véhicules et à la logistique ;
- Charges et produits d'exploitation évités en lien avec le déploiement du projet de comptage évolué, si applicable :
 - Charges supplémentaires induites par le déploiement du projet de comptage évolué, si applicable ;
 - Charges évitées (notamment les charges liées aux relèves cycliques et spéciales évitées, aux pertes et différences diverses évitées, etc.) et comparaison avec le business plan initial de l'ELD, si applicable ;

- Charges et produits d'exploitation liés au programme de R&D ;
 - Coûts échoués :
 - o Charges et produits liés aux études et travaux sans suites ;
 - o Valeur nette comptable des immobilisations démolies ;
 - Redevances de concession.
 - Cette liste n'est pas limitative, néanmoins en cas d'augmentation de plus de 15% du nombre de thèmes de cette liste, un avenant en plus-value pourra être conclu.
- Une analyse détaillée et quantifiée de l'évolution prévisionnelle des différents postes de charges et produits d'exploitation et de leurs fondamentaux, pour les années 2026 à 2029. Le titulaire du marché devra identifier le niveau de productivité et de charges nettes d'exploitation atteint par chaque opérateur sur la période 2022-2025. Il précisera les méthodes et hypothèses sous-jacentes retenues par chaque ELD sur la période permettant notamment de justifier tout écart significatif avec le dernier réalisé. Le titulaire s'intéressera, en particulier, aux charges prévisionnelles de nouvelle nature non couvertes par les tarifs en vigueur que les ELD pourraient être amenées à supporter au cours de la prochaine période tarifaire. En complément de l'analyse poste par poste, un focus particulier sera réalisé sur les mêmes thèmes précédemment identifiés.
 - Une analyse du respect des principes de dissociation comptable, par ces opérateurs, précisés par la CRE dans sa délibération du 7 février 2007 pour 8 ELD et sa délibération du 26 mars 2014 pour Sorégies, sur les exercices comptables 2022 à 2024. Cette analyse présentera a minima :
 - le contrôle des clés de répartition retenues par chaque opérateur pour ventiler les charges entre les différentes activités ;
 - le contrôle de la ventilation des coûts entre les différentes activités dissociées.

Phase 2 :

- Une appréciation du niveau des charges et produits d'exploitation réalisés 2022 à 2024 et estimés 2025 des opérateurs. Le titulaire analysera notamment les explications apportées par chaque opérateur pour expliquer les écarts entre les charges prévisionnelles et les charges constatées sur la période de 2022–2024 ;
- Une appréciation du niveau des charges et produits d'exploitation prévisionnels 2026-2029.

Ces appréciations devront être réalisées au regard :

- Des niveaux réalisés par le passé ainsi que des méthodes et des hypothèses d'évolution prises en compte ;
- De la décomposition analytique de l'intégralité des charges « au premier euro » produite par les opérateurs ;
- Des derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction des opérateurs ;
- Des éléments de comparaison des meilleures pratiques du marché ;
- De l'expertise du titulaire du marché en matière de meilleures pratiques.

A défaut de justification fournie par chaque opérateur, la trajectoire prévisionnelle de référence sera construite sur la base du niveau 2024 inflaté.

L'appréciation du niveau des charges et produits d'exploitation sur la période 2022-2029, utilisera également les indicateurs de performance suivis par chaque opérateur pour piloter ses efforts de productivité ; le titulaire de marché devra les cas échéant les compléter par d'autres indicateurs afin d'avoir une meilleure vision de la performance de chaque opérateur.

Dans la mesure du possible, des éléments de comparaison avec d'autres gestionnaires de réseaux de gaz naturel en Europe et en France devront être intégrés à l'analyse du titulaire du marché (PSE). Ces éléments de comparaison devront faire l'objet d'une analyse critique et être clairement explicités par le titulaire. Ils devront prendre en compte les différences structurelles entre les opérateurs objets de la

comparaison et les ELD concernées par l'analyse.

Phase 3 :

- Des recommandations argumentées quant au niveau efficient de charges nettes d'exploitation de chaque ELD qu'il conviendrait de prendre en compte dans les charges à couvrir par les tarifs ;
- Une appréciation des indicateurs de performance suivis par chaque ELD pour piloter les efforts de productivité ainsi que de la stratégie mise en œuvre pour atteindre les objectifs que chaque ELD s'est fixé dans ce domaine.

Phase 4 supplémentaire éventuelle (tranche optionnelle) :

- Une actualisation des travaux des phases 1 à 3 ainsi qu'une analyse de la justification des éléments mis à jour par les ELD, dans la mesure où il est prévu que chaque ELD mette à jour les éléments de son dossier tarifaire au plus tard le 15 juin 2025, afin de prendre en compte les conséquences d'éventuels événements survenus depuis la remise du dossier initial. Le titulaire du marché s'appuiera sur les conclusions précédemment obtenues en phases 1 à 3.

Les services de la CRE fourniront au titulaire du marché les données en leur possession nécessaires pour la conduite de l'audit, et toute explication relative aux tarifs de distribution.

Les sources d'information primaires sur lesquelles devra se fonder l'audit des charges d'exploitation constatées et prévisionnelles des neuf ELD de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique sont composées :

- Des comptes 2022, 2023 et 2024 de chaque ELD ;
- Des balances comptables 2022, 2023 et 2024 de chaque ELD ;
- De l'estimé 2025 de chaque ELD et de l'analyse des modalités de construction des budgets prévisionnels de charges nettes d'exploitation et de suivi et de pilotage de la productivité de chaque ELD conduite en 2020 ;
- De la liste des postes de charges couverts par les tarifs ATRD6 des ELD en vigueur actuellement ;
- Des principes de dissociation comptable approuvés par la CRE ;
- Du budget pour les exercices futurs (2026-2029) et des hypothèses sous-jacentes établis par chaque ELD et communiqués à la CRE dans le cadre de ces travaux tarifaires, ainsi que les budgets moyen-terme validés par les organes de direction de chaque ELD, si applicable ;
- De paramètres opérationnels et de ratios sur la période 2008-2029 transmis par les opérateurs pour illustrer ses performances opérationnelles réalisées et prévisionnelles.

Outre ces documents, le titulaire du marché aura la possibilité de solliciter de la part des opérateurs des informations supplémentaires telles que ses documents comptables et ses procédures budgétaires.

Le titulaire du marché pourra également s'entretenir avec les principaux responsables de chaque ELD en charge de ces sujets.

ARTICLE 7 bis - Prestations complémentaires

S'agissant d'un marché de services, la CRE peut recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire au sens de l'article R. 2122-7 du CCP.

ARTICLE 8 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les services de la CRE auront la charge du suivi de l'audit.

Une réunion de lancement de la mission réunira l'équipe du titulaire du marché et le comité de pilotage interne à la CRE et les interlocuteurs appropriés des ELD.

Des points téléphoniques ou des réunions intermédiaires (en visioconférence, sauf mention contraire) seront organisés toutes les semaines, notamment pour :

- Valider l'approche et les différents points de méthodologie proposés ;
- Rendre compte de l'avancement de la mission ;
- Traiter les éventuels obstacles ou problèmes rencontrés par le titulaire.

A l'issue de la phase 3, une réunion (en présentiel ou en visioconférence) de présentation aux services de la CRE du projet de rapport final sera organisée par le titulaire du marché.

Les résultats de l'audit seront également présentés aux neuf ELD concernées par l'étude, en présence des services de la CRE. Les éventuels commentaires émis par ces neuf ELD dans le cadre de cette réunion de restitution, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final. Cette phase contradictoire pourrait durer entre 1 et 2 semaines et est comprise dans le délai d'exécution de 12 semaines prévu pour les phases 1 à 3).

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE.

En cas de réalisation de la phase 4 et à l'issue de cette phase, une réunion de présentation aux services de la CRE du projet de rapport final sera organisée par le titulaire du marché.

Les résultats de l'audit seront également communiqués aux ELD concernées. Les éventuels commentaires émis par l'opérateur, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final.

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE.

Enfin, les résultats de la mission pourront être présentés par le titulaire du marché au Collège de la CRE dans le cadre d'une audition, en présence des services de la CRE.

ARTICLE 9 - LIVRABLES ATTENDUS

Pour chacune des réunions, le titulaire du marché proposera un ordre du jour et réalisera un support de présentation et un compte rendu. Les documents seront envoyés aux participants, par courrier électronique, au plus tard 3 jours ouvrés avant les réunions, afin que celles-ci se déroulent dans des conditions satisfaisantes.

Les comptes rendus des réunions devront être envoyés à la CRE par mail dans un délai de 3 jours calendaires après la réunion.

A la fin de la phase 3, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la fin du délai d'exécution de 12 semaines. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- D'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- D'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- D'une annexe comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel.

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin du marché, une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

Dans le cas de la réalisation de la phase 4, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la fin du délai d'exécution de 3 semaines. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- D'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- D'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- D'une annexe comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel.

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin du marché, une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

L'ensemble des documents sera rédigé en français. Ils seront remis sous la forme d'une version électronique dans un format courant (Word, Excel, PowerPoint, PDF).

ARTICLE 10 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION

La date de remise de ces documents finaux par le titulaire (rapports finaux notamment) est considérée comme point de départ des opérations de vérification du pouvoir adjudicateur (la CRE) qui prendra dans le délai de vérification de 15 jours ouvrés (par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI) une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI. Les prestations sont considérées être reçues si aucune décision de réception explicite n'est intervenue dans ce délai. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un mail d'un représentant du service en charge du suivi du marché.

La date de remise des documents finaux est celle de la date de la réunion de restitution finale ou à défaut de réunion, la date du courriel d'envoi des documents finaux par le titulaire à la CRE. Cette date marque la fin du délai d'exécution des prestations. Néanmoins, dans l'hypothèse où le rapport ne serait pas satisfaisant (décision d'ajournement de la CRE), le titulaire devra procéder aux modifications nécessaires dans un délai qui sera fixé dans la décision de la CRE. Dans ce cas, le délai d'exécution initial continue à courir et les pénalités de retard pourront être appliquées conformément à l'article 17 du présent CCP.

ARTICLE 11 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 12 - PRIX

Les prestations sont à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est ferme et non révisable. Il est réputé établi à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation.

ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT–ACOMPTES–FACTURATION

Facturation / acomptes :

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le titulaire procédera à une facturation des prestations après l'admission de celles-ci. Les acomptes sont versés trimestriellement, néanmoins, ils pourront être versés mensuellement pour les PME conformément à l'article R-2191-22 du CCP, si le titulaire en fait la demande.

La facture mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;
- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet du marché ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA ;
- montant TTC.

La facture du titulaire devra être adressée aux ELD au titre de l'audit mené.

En application de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, cette étude, commanditée par la CRE, est réalisée aux frais des opérateurs. Compte tenu de la particularité de la prise en charge du paiement, une attention particulière à la facturation est demandée au titulaire.

Le titulaire du marché devra facturer chaque opérateur et leur adresser la facture selon les éléments suivants :

- pour Régaz-Bordeaux, la facture à hauteur de 40,3 % devra être adressée à :

Régaz-Bordeaux
211 avenue de Labarde CS 10029
33070 Bordeaux Cedex

- pour Réseau GDS, la facture à hauteur de 30,7 % devra être adressée à :

R-GDS
14 place des Halles
67082 Strasbourg Cedex

- pour GreenAlp, la facture à hauteur de 7,5 % devra être adressée à :

GreenAlp
49 rue Félix Esclangon CS 10110
38042 Grenoble Cedex 09

- pour Vialis, la facture à hauteur de 7,1 % devra être adressée à :

Vialis SAEM
10 rue des Bonnes Gens CS 70187
68004 Colmar Cedex

- pour Gaz de Barr, la facture à hauteur de 4,2 % devra être adressée à :

Gaz de Barr
1 rue du Lycée BP 20037
67141 Barr Cedex

- pour Gedia, la facture à hauteur de 3,9 % devra être adressée à :

Gedia
7 rue des Fontaines
28109 Dreux

- pour Sorégies, la facture à hauteur de 2,4 % devra être adressée à :

Sorégies
78 avenue Jacques Cœur
86068 Poitiers Cedex 9

- pour Caléo, la facture à hauteur de 2,2 % devra être adressée à :

Caléo
7 route de Colmar
68500 Guebwiller

- pour Trois Frontières Distribution Gaz, la facture à hauteur de 1,7 % devra être adressée à :

Trois Frontières Distribution Gaz
17 quai du Maroc
68330 Huningue cedex

Les factures devront cependant être envoyées à la CRE uniquement sous forme dématérialisée à l'adresse suivante :

sf@cre.fr et mp@cre.fr

À cette fin, les opérateurs et la CRE ont accepté par avance de s'engager dans la convention de délégation de paiement mentionnée à l'article 4 du présent CCP. Les annexes à ces conventions de délégation de paiement, faisant état du montant exact du marché, seront signées par les parties à la suite de l'attribution du marché et avant sa notification à l'attributaire.

La soumission au présent marché vaut engagement du candidat, sous la condition de devenir titulaire du marché, à signer les conventions de délégation de paiement figurant en annexe.

Délai de paiement :

Le délai maximum de paiement est de trente jours fin de mois à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 14 - PERSONNES MANDATÉES

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la mission.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

En particulier, le titulaire s'engage par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI à désigner à l'acte d'engagement un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent marché, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail.

Tout changement dans les moyens mis en œuvre pour délivrer les prestations et tout changement de l'interlocuteur unique, doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants dédiés à la mission serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le Pouvoir Adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un membre de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au Pouvoir Adjudicateur sous un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de ladite indisponibilité.

Pour des motifs liés à la bonne exécution des prestations, le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique peut également être réalisé à la demande de la CRE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de **quinze (15) jours ouvrés** à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 dernier alinéa du CCAG-PI, à défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les délais précités, ou bien si la CRE récusé le premier remplaçant proposé, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité dans les conditions précisées à l'article 22 du présent CCP.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTERÊT

Le titulaire garantit à la CRE que les personnes affectées à la réalisation de la présente mission ne sont pas dans une situation de conflit d'intérêt.

Le titulaire fournira à la CRE dans son dossier de candidature la liste détaillée des prestations qu'il a effectuées pour le compte de gestionnaires de réseaux ou de fournisseurs de gaz et d'électricité depuis 3 ans.

ARTICLE 16 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

ARTICLE 17 - PÉNALITÉS DE RETARD

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable ni invitation à

présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

17.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le prestataire encourt une **pénalité forfaitaire de 150 euros par jour** de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai d'exécution et livraison prévu au présent CCP, c'est-à-dire notamment pour chaque délai et livraison intermédiaire fixé dans le calendrier d'exécution de l'étude.

17.2 Autres pénalités

Pénalité pour absence aux réunions : **100 euros par absence**.

Pénalité pour **non remise des documents préparatoires** aux réunions dans le délai : **25 euros**

Pénalité pour retard dans la remise d'un compte-rendu : **25 euros par jour de retard**

Pénalité en cas de non-remplacement de l'interlocuteur unique ou d'un membre de l'équipe dans le délai indiqué à l'article 14 du présent CCP : **50 euros par jours de retard**

Pénalité **pour non-respect du délai maximum imposé au titulaire pour se rendre disponible** à la réunion de lancement : **50 euros par jours de retard**

Pénalités pour violation de l'obligation de confidentialité :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public.

13.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Les précisions suivantes complètent l'article 5 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel mais également à des informations commercialement sensibles, dont la confidentialité est protégée par les articles L. 111-72 et suivants du code de l'énergie.

Le titulaire qui, avant la notification du marché, ou au cours de son exécution, ou même après avoir exécuté toutes les prestations, a reçu communication, à titre confidentiel, d'informations, documents ou objets quelconques (ci-après les « Données »), est tenu de maintenir confidentiel l'objet de cette communication.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance et/ou à n'utiliser les Données – quelles que soient leur nature, forme ou leur contenu, que ces informations aient été acquises directement ou indirectement par le titulaire au cours de discussions ou d'investigations qu'il peut mener et que ces Données soient protégées ou non par un droit ou un titre de la propriété intellectuelle – dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, que dans le strict cadre des missions qu'il réalise pour le compte de la CRE. Le titulaire s'interdit notamment toute utilisation de ces Données pour son compte ou pour le compte de tiers.

Chez le titulaire, ces Données ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'engage à ce que ces Données ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.

Le titulaire s'assure que ces Données ne soient ni copiées ni reproduites, ni dupliquées en partie ou en totalité, sur quel que support que ce soit, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à restituer immédiatement à première demande, ou à détruire après accord de la CRE, toutes les Données et leurs éventuelles reproductions, duplications, copies. En tout état de cause, il s'engage à restituer ou détruire l'ensemble des Données à sa disposition dans un délai d'un mois à compter de la fin du marché et selon les prescriptions de la CRE.

Les obligations de confidentialité définies dans le présent article s'imposent au titulaire comme aux sous-traitants éventuels. Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CRE de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution du marché et prennent fin à l'issue d'un délai de 3 ans à compter de la date de fin de la mission.

ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS

Les précisions suivantes complètent l'article 35 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Par dérogation aux articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, tous les résultats (tel que ce terme est défini à l'article 32 du CCAG-PI) produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE. L'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats dans le cadre du marché, ceux-ci étant cédés dans leur globalité et à titre exclusif à la CRE. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le marché.

Il en est de même pour tous les documents et informations que le pouvoir adjudicateur aura remis au candidat puis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats faisant l'objet du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CRE.

En outre, l'article 35 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

« La CRE utilisera librement les résultats du marché. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.

Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».

Il est rappelé également la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa contribution

financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par la CRE fera mention du prestataire.

ARTICLE 21 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA MISSION

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider l'arrêt de l'exécution de la mission après chacune des phases du marché (art. 6 du CCP) suivant les dispositions de l'article 20 du C.C.A.G-PI. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 22 - RÉSILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 7 du CCAG – PI avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 39.1 du CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG - PI, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Par dérogation à l'article 3.4.3 et 39.1.e) du CCAG-PI, le marché pourra également être résilié à défaut de proposition dans les délais précisés au présent CCP d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes ou bien si le premier remplaçant proposé est refusé par la CRE.

Conformément à l'article 39.2 du CCAG-PI, la CRE se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 23 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 24 – NOTIFICATION / Envoi de documents

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) intervenant pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision (de réception, ajournement ...) avenant, sous-traitance...).

ARTICLE 25 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCP déroge au CCAG-PI notamment sur les points suivants :

- L'article 6 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- L'article 10 déroge aux articles 28 et 29 relatifs aux décisions après vérification ;
- L'article 14 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- L'article 17 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- L'article 20 complète l'article 35 relatif à l'utilisation des résultats de l'étude ;
- L'article 22 déroge à l'article 39 relatif à la résiliation du marché ;
- L'article 23 déroge à l'article 43 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-PI.